

 <p>ISSN (O): 2320-5407 ISSN (P): 3107-4928</p>	<p>Journal Homepage: www.journalijar.com</p> <p>INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)</p> <p>Article DOI:10.21474/IJAR01/22269 DOI URL: http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/22269</p>	
--	---	---

RESEARCH ARTICLE

**POUVOIR MILITAIRE ET GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE
FRANCOPHONE : UNE TENSION PHILOSOPHIQUE**

Baoude Natoingar

1. Assistant des Universites, Departement de Philosophie et Art, Universite de Moundou-Tchad.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 16 September 2025

Final Accepted: 18 October 2025

Published: November 2025

Key words:-

democratic governance, civil-military
relations, French-speaking Africa,
democratisation, participation.

Abstract

This article examines the philosophical tension between military power and democratic governance in French-speaking Africa, revealing a fundamental contradiction in the post-colonial state. It contrasts two incompatible rationalities: democracy, based on law, deliberation and consent, and military logic, structured by hierarchy, obedience and coercion. It contrasts two incompatible rationalities: democracy, based on law, deliberation and consent, and military logic, structured by hierarchy, obedience and coercion. Military regimes legitimize themselves by presenting themselves as "soldier-therapists" in the face of the failure of civilian elites, a rhetoric rooted in the colonial legacy of violence. The solution lies in a philosophical overhaul of civil-military relations, through the republican professionalisation of the army and the strengthening of civilian institutions, to ensure the definitive subordination of force to law and to anchor legitimacy in popular consent rather than coercion.

"© 2025 by the Author(s). Published by IJAR under CC BY 4.0. Unrestricted use allowed with credit to the author."

Introduction:-

Le paradigme de la « gouvernance », devenu central dans le champ des relations internationales et de l'aide au développement (Bellina 2008), a cristallisé une tension constitutive dans la fabrique de l'Etat postcolonial en Afrique. Il s'agit de l'antinomie persistante entre, d'une part, une culture du pouvoir souvent héritée de l'appareil militaire et, d'autre part, les impératifs procéduraux et substantiels de la gouvernance démocratique (Hermet et al. 2005). Cette friction dépasse le cadre opérationnel pour incarner un paradoxe théorique et politique intrinsèque à la construction étatique elle-même. La gouvernance, en dépit de sa polysémie, incarne un nouveau paradigme de régulation politique fondé sur la dilution de l'autorité au profit de réseaux hybrides intégrant une pluralité d'acteurs (Stoker 1998). Si ce modèle constitue une réponse pragmatique à la complexification de l'action publique, sa vertu démocratique est contingente et non nécessaire. Elle est strictement conditionnée par l'existence d'un dispositif procédural contraignant, assurant une inclusion équitable, une délibération transparente et une redevabilité effective du pouvoir exécutif (Sintomer et al. 2011b). Sa légitimité procède ultimement de sa subordination à l'autorité souveraine des institutions représentatives élues et à la primauté du droit, seules instances légitimes pour trancher et valider les choix collectifs au nom de la volonté générale (Rousseau 1964). Dans cette perspective, les mécanismes participatifs (jurys citoyens, budget participatif, concertation, négociations tripartites) ne sont des leviers de démocratisation qu'à la condition expresse de rester subordonnés au politique, qu'ils informent et légitiment sans le

supplanter (Syntmer 2011a: 162). Dans le cas contraire, ils menacent de se muer en instruments d'une gouvernance technocratique et opaque, symptomatique d'une derive post-démocratique (Mappa 2008; Crouch 2004).

À l'opposé de la gouvernance réticulaire— privilégiant la collaboration en réseau à une hiérarchie fixe —, le pouvoir militaire se caractérise par sa capacité à commander et à agir de manière décisive. Il s'organise autour d'une autorité hiérarchique légitime et d'une force organisée, structurée par une chaîne de commandement univoque et un principe d'obéissance immédiate. Sa finalité est la transformation efficace d'une intention stratégique en action concrète par l'emploi coordonné de la contrainte et des ressources. Son efficacité opérationnelle, qui repose sur la discipline, la célérité et la synergie des unités, incarne la concrétisation de la force coercitive de l'État (Weber 1919). Toutefois, dans un régime démocratique, ce pouvoir n'est pas aboli mais domestiqué: il est canalisé, circonscrit et strictement subordonné au pouvoir civil élu. Sa légitimité procède alors non plus de sa seule autorité interne, mais de son obéissance au politique, de son efficacité au service de la collectivité, et de son respect scrupuleux du cadre juridique (Joana 2008:13-30). Il se mue ainsi d'un pouvoir politique autonome (comme dans une junte militaire) en un instrument technique exécutant les objectifs définis par l'autorité civile souveraine (Huntington 1957).

Cette relation nécessaire fonde une symbiose structurellement asymétrique. Le système démocratique est contingent à l'existence d'une force armée capable d'assurer sa sécurité, créant un paradoxe fondamental : cette dernière doit être simultanément forte sur le plan opérationnel et faible sur le plan politique. Son efficacité ne doit jamais éroder sa subordination. Cette tension est résolue par une division fonctionnelle claire : au chef d'état-major revient le rôle de conseiller et d'exécutant technique; au Président ou au Parlement, dépositaires de la souveraineté populaire, échoit le monopole de la décision politique. La frontière normative entre deux types de régimes est claire. D'un côté, la démocratie constitutionnelle. De l'autre, un régime où la logique militariste l'emporte. Cette démarcation repose sur la formalisation du rapport de force. Elle exige la suprématie du civil, assurée par des contrôles statutaires, financiers et opérationnels (Medard, 1991). Cette dialectique oppose deux sources de légitimité. Le pouvoir militaire est l'opérateur principal du « monopole de la violence physique légitime » (Weber 1919), fondement de la souveraineté étatique. La gouvernance démocratique procède de la volonté populaire, du contrat social et de la suprématie du droit (Locke 1690). Son impératif est de domestiquer la force brute en la soumettant à l'autorité de la loi, transformant la puissance en instrument au service de la collectivité.

La réflexion dépasse le cadre opérationnel pour révéler une contradiction philosophique fondamentale : comment l'institution de la force — l'armée — peut-elle s'insérer dans un système fondé sur le contre-pouvoir, la délibération et la primauté du droit? Cette question oppose deux visions du pouvoir : réaliste (rapport de force) et normative (bien commun). Le cas de l'Afrique francophone montre que cette tension est trop complexe pour un schéma binaire. Elle exige une enquête généalogique identifiant les conditions historiques (héritage colonial, faiblesse institutionnelle) et philosophiques (conception patrimoniale du pouvoir) qui font des putschs des symptômes d'une pathologie politique récurrente, et non des accidents. L'enjeu se résume à des questions héritées de la philosophie politique moderne : la sécurité, exigeant un pouvoir fort, peut-elle coexister avec la liberté civile (Hobbes 2000)? La violence légitime de l'État peut-elle être entièrement soumise à la raison juridique sans perdre en efficacité? Une institution hiérarchique et non-délibérative peut-elle protéger un système pluraliste sans succomber à la tentation de s'y substituer?

La problématique de l'incursion militaire: de l'héritage à la légitimation du pouvoir:-

La problématique centrale interroge la compatibilité entre deux rationalités politiques antagonistes: la force militaire, structurée par la coercition et la hiérarchie, et l'ordre démocratique, fondé sur la délibération collective et la primauté du droit. Cette tension dépasse l'analyse institutionnelle pour toucher à la nature même du pouvoir: est-il un rapport de force ou une construction éthique visant uniquement le bien commun? Le cas des sociétés africaines francophones, où la tension entre militaire et démocratie reste vive, exige une investigation historico-philosophique des conditions ayant rendu structurelles les interventions militaires. L'enjeu fondamental est d'articuler les impératifs de sécurité (logique militaire) avec les exigences de liberté (projet démocratique), et de déterminer si la force peut servir le droit sans le corrompre, ou si l'armée peut garder les institutions sans trahir sa nature. Cette section examinera ces questions à travers deux hypothèses complémentaires sur les causes et manifestations de cette tension.

Le pretorianisme en Afrique: Symptôme ou cause d'une fragilité de l'Etat ? :-

L'ingérence récurrente des forces armées dans la vie politique africaine, phénomène souvent conceptualisé sous le terme de *pretorianisme*, constitue la manifestation la plus aiguë d'un déséquilibre structurel dans les relations civilo-militaires. Issu de la période impériale romaine, le concept de *pretorianisme* désigne le processus par lequel l'institution militaire s'émancipe de sa subordination traditionnelle au pouvoir civil pour s'ériger en arbitre autonome de la vie politique (Finer, 1962). Cette dynamique traduit un déséquilibre structurel profond dans les relations civilo-militaires. Dès les premières décennies postcoloniales, l'interventionnisme militaire a structuré les transitions politiques en Afrique francophone, où les coups d'État ont souvent supplanté les processus électoraux comme modalité de changement de régime. Du Tchad au Mali, en passant par la Guinée-Conakry, le Burkina Faso, le Niger et le Gabon (Bamaze N'gani, 2024, p. 990), cette pratique s'est établie comme une caractéristique récurrente du paysage politique.

Après une période d'accalmie relative dans les années 1990, marquée par la contestation des régimes autoritaires et les processus de démocratisation initiés lors des conférences nationales, la pratique du coup d'État a connu une résurgence notable au cours de la période 2020-2023. Cette tendance récente, qui s'illustre également par des tentatives avortées comme au Bénin, apparaît symptomatique d'une crise démocratique persistante au sein des États francophones d'Afrique. Elle met en lumière la fragilité des institutions civiles et les défis continus de la consolidation de l'autorité constitutionnelle face à la prégnance du fait militaire.

Cette crise trouve certainement ses racines dans la configuration actuelle d'un monde multipolaire et dans la montée des mouvements souverainistes. Toutefois, elle mérite une observation sérieuse et une investigation académique approfondie. L'analyse de ces cas gagne à adopter une démarche comprehensive d'inspiration weberienne, susceptible d'éclairer la dialectique entre les défaillances institutionnelles endogènes et les logiques d'autonomisation des acteurs militaires. Ces exemples offrent ainsi un terrain privilégié pour éprouver les hypothèses classiques, telles que celles de Huntington, sur le contrôle civil et les relations civilo-militaires dans des contextes étatiques fragiles. Ils permettent ainsi d'articuler une réflexion théorique renouvelée avec des observations empiriques contemporaines.

Une première hypothèse, structurée par les travaux de Huntington (1968), attribue la récurrence des coups d'État à la faiblesse structurelle des institutions civiles héritées de la décolonisation. Dans les États africains postcoloniaux, cette dynamique *pretorienne* illustre le péril d'une institution militaire qui, s'émancipant de sa subordination constitutionnelle, s'érige en arbitre suprême de la vie politique. Selon une perspective africaniste (Young 1994 ; Mamdani 1996), la fragilité étatique procède d'un héritage colonial caractérisé par l'imposition d'entités territoriales artificielles et par une violence fondatrice formatant les subjectivités politiques (Mbembe 2000). Cette gouvernamentalité autoritaire, analysée par Fanon (1961) comme une culture de la coercition verticale, a été perpétuée par les armées postcoloniales. Héritières des structures militaires coloniales, elles se sont imposées comme institutions cohérentes face à des administrations civiles faibles et à un désordre politique instrumentalisé (Chabal & Daloz 1999 ; Bayart 1989). Ainsi, l'armée apparaît comme l'héritière paradoxale du « commandement » colonial, comblant un vide politique et reproduisant une logique autoritaire plutôt que portant un projet démocratique délibéré.

Le *pretorianisme* en Afrique postcoloniale ne saurait être réduit à une simple faiblesse institutionnelle. Selon Mbembe (2000), l'héritage colonial a instauré une gouvernamentalité autoritaire intériorisant la coercition comme mode de gouvernance légitime, normalisant la force comme technologie de pouvoir. Cependant, l'agence des élites postcoloniales a joué un rôle déterminant : l'adoption formelle d'institutions démocratiques a masqué la consolidation de régimes clientélistes et corrompus, sapant la légitimité civile et créant un vide propice à l'intervention militaire. Ainsi, le *pretorianisme* émerge moins d'une fatalité historique que d'une faillite politique endogène, où les logiques informelles de pouvoir ont activement corrodé l'ordre constitutionnel.

La fragilité institutionnelle en Afrique postcoloniale est aggravée par une crise de légitimité politique. Les régimes autoritaires ont eu recours à la « politique du ventre » (Bayart 1996: 15-38), fondée sur la captation des ressources et le clientélisme, minant les bases de l'État-nation. Cette délégitimation est renforcée par « l'instrumentalisation du désordre », où les institutions formelles sont contournées au profit de réseaux informels. Le désordre devient « mode du fonctionnement normale du système politique » (Chabal & Daloz 1999: 22). Le *pretorianisme* militaire en est le symptôme : l'affaiblissement du pouvoir civil crée un vide propice à l'intervention armée, qui perpétue l'instabilité. Une refondation démocratique de la légitimité étatique, en assurant la subordination structurelle de l'armée au

pouvoir civil, constituerait un rempart décisif contre le pretorianisme et favoriserait la consolidation d'un Etat de droit en Afrique postcoloniale.

Le pouvoir militaire comme "therapeute" et ses paradoxes?:-

L'intervention militaire dans la sphère politique soulève des paradoxes fondamentaux. Si elle se legitime par un recit de rupture et de salut public face à l'effondrement de l'autorité civile — l'armée s'y présentant comme l'unique recours pour rétablir l'ordre —, cette rhétorique construit la figure du « soldat-therapeute », un acteur prétendument neutre et compétent. Comme l'ont analysé Mahmood Mamdani (1996) et Achille Mbembe (2000), ce recit puise dans des imaginaires politiques hérités de la colonialité, où la force apparaît comme un mode légitime de régulation. Cependant, cette légitimation initiale ouvre inexorablement la voie à un glissement autoritaire. Les mesures exceptionnelles se perpétuent, l'état d'exception devient la règle, et la coercition se normalise, selon le concept de « gouvernementalité autoritaire » développé par Mbembe. Le régime qui en résulte s'enracine dans une logique de prédation et de contrôle social, verrouillant l'espace politique. Jean-François Bayart (1989) y voit moins une usurpation qu'une « reactivation de pratiques de gouvernement » fondées sur la violence et le clientélisme. Ainsi, le pretorianisme contemporain allie une légitimation par la crise à une institutionnalisation progressive de l'autoritarisme.

L'interventionnisme militaire acquiert donc une légitimité paradoxale en instrumentalisant un discours de la rupture et de la nécessité. Il construit un récit mettant en scène l'échec catastrophique du pouvoir civil — corruption, chaos, insécurité — et se présente comme l'ultime recours pour rétablir l'ordre et l'unité nationale, incarnant la figure du « soldat-therapeute ». Cette rhétorique, mobilisant symboles nationaux et sentiment d'urgence, légitime l'exception comme mesure salvatrice. Comment alors l'état d'exception, initialement présenté comme transitoire, tend-il à se normaliser ? En quoi les mécanismes de coercition se renforcent-ils progressivement pour verrouiller l'espace politique ? Enfin, comment cette légitimation par l'urgence permet-elle finalement la perpétuation d'un pouvoir qui, paradoxalement, évacue les principes démocratiques qu'il prétendait restaurer ?

Le pouvoir militaire comme « therapeute » de la violence politique ? Une hypothèse dystopique:-

La récurrence des coups d'Etat en Afrique francophone soulève une hypothèse philosophique troublante : l'armée serait-elle perçue comme la seule instance capable de contenir une violence politique structurelle que les démocraties formelles ne parviennent plus à réguler ? Cette idée signale une reconfiguration du politique où la « violence rythmique » — notion empruntée à Mbembe (2000) pour qualifier une violence endémique et normalisée — rend obsolètes les modèles classiques de gouvernance. Dans des contextes comme ceux du Mali, du Burkina Faso et du Niger, où l'emprise terroriste impose une insécurité chronique, l'intervention militaire est parfois saluée par les populations comme une nécessité fonctionnelle, un geste thérapeutique face à l'effondrement civil. Le soldat endosse alors la figure du « therapeute de la Cité » — archétype platonicien du gardien-philosophe, mais détourne au service d'une rationalité autoritaire. Comme l'avait pressenti Weber, le monopole de la violence légitime, fondement de l'Etat, peut en devenir le fossoyeur lorsque la force se substitue intégralement au droit. Ce phénomène ne révèle pas seulement l'échec des régimes civils ; il témoigne de l'affaiblissement symbolique du projet démocratique lui-même, incapable d'incarner la protection et l'autorité dans des sociétés confrontées à la terreur. Ainsi s'esquisse une métaphysique politique où la légitimité ne procède plus du consentement, mais de la capacité à dompter la violence par la violence. Loin d'être une parenthèse, le retour du militaire signale une transformation durable des imaginaires politiques — un renoncement à l'idéal d'un pouvoir fondé sur la délibération, au profit d'un ordre où la sécurité prime sur la liberté.

L'hypothèse centrale avance que la légitimité revendiquée par les régimes militaires postcoloniaux repose sur une contradiction performative intrinsèque. En exploitant le discrédit des institutions civiles, l'armée construit un récit de nécessité — celui du « soldat-therapeute » intervenant pour sauver la nation du chaos. Cependant, cette légitimation par l'urgence et l'exception enclenche un processus autoritaire irréversible : la suspension du droit au nom du salut public normalise l'illégalité et instaure un état d'exception permanent (Agamben 2003). Ainsi, loin de restaurer l'ordre, l'intervention militaire achève de délégitimer l'Etat en substituant la force coercitive à la souveraineté populaire (Rousseau 1762). Elle ne résout pas la crise démocratique ; elle en consacre l'échec en institutionnalisant la violence comme mode de gouvernement (Benjamin 2000). La logique de la « thérapie militaire » reflète une dystopie politique où le pouvoir civil est discrédité et la force érigée en remède unique. Elle révèle un déficit de confiance criant dans les institutions démocratiques et un désengagement citoyen. Le problème dépasse l'immixtion de l'armée dans le politique : il traduit une défiance sociétale envers ses propres mécanismes de régulation. L'interventionnisme militaire n'est alors pas la cause, mais le symptôme d'une crise de l'idéal

democratique. L'armée s'engouffre dans ce vide non comme gardienne de la démocratie, mais comme héritière d'un Etat en déliquescence.

L'échec des élites civiles: le terreau du coup d'Etat? :-

Pour saisir les ressorts de l'interventionnisme militaire, il convient d'intégrer l'hypothèse de la carence des élites civiles à exercer le pouvoir selon des normes de gouvernance légitimes et efficaces. Le coup d'Etat ne constitue pas un événement isolé ou ex nihilo, mais l'aboutissement d'un processus graduel de délégitimation du politique, marqué par la corruption, l'affaiblissement des institutions et le renoncement à l'intérêt général. Les cas récents du Mali et du Burkina Faso illustrent cette dynamique : une corruption systémique transforme l'appareil d'Etat en instrument de prédation, accentuant la déliquescence des services publics et nourrissant un profond ressentiment populaire. De même, au Gabon, la longévité autoritaire du régime et le refus de l'alternance démocratique ont créé un terreau propice à l'intervention militaire, présentée comme une mesure de « salut public » face à la confiscation du pouvoir.

Dans ces contextes, l'armée endosse le rôle de « thérapeute institutionnel », justifiant son intrusion par l'incapacité des civils à garantir l'ordre et la justice. Pourtant, comme l'a montré l'exemple malien, cette intervention aggrave souvent les crises qu'elle prétend résoudre : affaiblissement supplémentaire de l'Etat de droit, expansion des groupes jihadistes, internationalisation des conflits. Ainsi, loin d'offrir une alternative viable, le prétorianisme consomme la rupture du contrat social et perpétue un cycle où la violence appelle la violence. Comme le souligne Jean-François Bayart, l'intervention militaire ne naît pas seulement de l'échec des civils ; elle en est aussi le symptôme le plus aigu, révélateur d'une pathologie politique structurelle où la force l'emporte sur le droit (Bayart 1989: 9-35). De plus, l'impossibilité d'une alternance démocratique légitime nourrit le désespoir politique. Des dirigeants qui se maintiennent au pouvoir "ad vitam" par la personification du pouvoir et la modification fréquente de la constitution (les « coups d'Etat constitutionnels ») sapent les fondements même de la démocratie représentative. La confiance dans le processus électoral est érodée, et les canaux de protestation pacifique sont fermés. Le dialogue et la compétition loyale sont remplacés par la ruse et l'autoritarisme, ce qui rend l'opposition impuissante et le système de plus en plus fragile.

Dans un contexte de déliquescence institutionnelle, l'intervention militaire ne surgit pas ex nihilo mais s'inscrit dans un espace politique vacillant, marqué par la corruption systémique et la défaillance des mécanismes de régulation civils (Bayart, 1989). L'armée, souvent perçue comme la seule structure restante dotée d'une organisation hiérarchisée, apparaît paradoxalement comme un rempart contre l'anarchie et la dissolution de l'Etat. Elle se présente en restauratrice d'un ordre que les autorités civiles n'ont pu préserver, capitalisant ainsi sur une légitimité fonctionnelle née de leur discrédit profond. Cette légitimité, bien qu'antithétique aux principes démocratiques, s'enracine dans l'incapacité des élites à incarner l'autorité et à servir l'intérêt général. Comme le note Bayart, l'armée endosse alors un rôle de « thérapeute institutionnel », répondant à une violence politique elle-même produite par les pratiques prédatrices des gouvernants civils. Le coup d'Etat militaire constitue ainsi l'expression ultime d'une crise de la gouvernance qui relève moins de carences techniques que d'un effondrement éthique et politique. Il signale l'échec du contrat social et la victoire temporaire d'une rationalité autoritaire sur l'idéal délibératif, sans apporter de réponse durable aux pathologies qu'il prétend soigner.

La gouvernance démocratique à l'épreuve du pouvoir militaire : le choc des logiques institutionnelles:-

La notion de « gouvernance à l'épreuve du pouvoir militaire » désigne la tension irréductible entre la rationalité démocratique, ancrée dans la légitimité procédurale et la primauté du droit, et la logique militaire, régie par la hiérarchie, la discipline et la coercition (Weber 2003). L'intervention armée instaure un état d'exception qui suspend l'ordre normatif et substitue la force au droit (Agamben 2003), révélant ainsi la contradiction centrale que la démocratie doit résoudre : domestiquer la violence institutionnelle. La souveraineté, fondée sur la volonté générale indivisible (Rousseau 2001), est par essence incompatible avec l'autonomisation d'un corps coercitif. Les impératifs militaires — secret, obéissance, efficacité — s'opposent structurellement aux exigences démocratiques de transparence, de délibération et de reddition des comptes (Huntington 1957). Une coexistence durable entre pouvoir militaire autonome et ordre démocratique est impossible ; leurs rationalités sont antinomiques. L'enjeu philosophique consiste donc à concevoir un pouvoir à la fois coercitif et légitime (Habermas 1997), où la force se met au service du droit. La problématique centrale examine l'incompatibilité structurelle entre le pouvoir militaire et l'Etat de droit démocratique, fondée sur une divergence ontologique. La rationalité militaire, structurée par la coercition et la hiérarchie (Clausewitz 1955), s'oppose frontalement à la logique démocratique, qui privilégie la délibération et la subordination de la force au droit (Weber 2003). Leur coexistence durable apparaît improbable, chaque logique corrode intrinsèquement l'autre. D'abord, le pouvoir militaire non contrôlé manifeste une pente

totalitaire, où la raison securitaire supplante la norme (Arendt 1972). Ensuite, une armee non subordonnee generalise son mode de gouvernement : l'exception devient règle, annihilant l'espace public et opposant irreductiblement liberte discutee et obeissance exigee.

Dephasage et incompatibilite: logique de la gouvernance confrontee à l'essence du pouvoir militaire:-

L'intervention militaire, bien que perçue comme necessaire face à l'effondrement institutionnel, engendre structurellement un risque autoritaire par incompatibilite ontologique entre rationalite militaire et ordre democratique. La gouvernance democratique s'articule autour de principes de pluralite, de deliberation collective et de redevabilite, impliquant une separation des pouvoirs (Montesquieu 1748), une transparence decisionnelle et un contrôle citoyen. L'Etat de droit y garantit que toute autorite s'exerce dans le respect de normes juridiques superieures et des droits fondamentaux, où le pouvoir est exerce sous condition et non possede. À l'oppose, le pouvoir militaire obeit à une logique d'unité de commandement, d'obeissance hierarchique et d'efficacite operationnelle. La guerre relève de la decision rapide et de l'action decisive, non de la discussion (Clausewitz 1955 : 93-107). Si ces principes sont essentiels sur le champ de bataille, leur transposition dans la sphere civile nie les fondements du politique comme espace de liberte (Habermas 1978 ; 1981) et de conflictualite reglee (Lefort 1981 ; Rosanvallon 2006). Lorsque l'armee investit le pouvoir civil, elle impose sa grammaire : la loi cede devant le decret, le debat devant l'ordre, le pluralisme devant l'uniformite. Cette substitution instaure un mode de domination où la règle devient exception et où la violence se normalise (Arendt 2005). Le danger reside ainsi moins dans la prise de pouvoir par les armes que dans l'imposition d'une rationalite anti-democratique, où la contrainte remplace le consentement et l'efficacite immediate prime sur la legitimite procedurale.

Un regime militaire, par sa nature hierarchique et sa finalite operationnelle, neutralise systematiquement les mecanismes de contrôle et de reddition de comptes propres à l'Etat de droit. Les libertes fondamentales — expression, reunion, association — sont perçues comme des menaces à l'ordre et restreintes au nom de l'unité de commandement. La justice civile cede progressivement place à des tribunaux d'exception, les constitutions sont suspendues sous pretexte d'urgence, et les droits humains sont sacrifies au profit d'une securite absolutisee. Cette substitution de l'arbitraire à la legalite, et de la coercition à la deliberation, revele une incompatibilite ontologique entre le pouvoir militaire et la democratie. Comme l'a souligne (Arendt 2005), Le totalitarisme emerge de cette dissolution du droit et de la pluralite, remplaces par le decret et l'uniformite. Le regime militaire incarne ainsi un pouvoir qui, pour se perenniser, doit nier les principes democratiques essentiels : separation des pouvoirs, protection des libertes et souverainete de la loi (Montesquieu 1993). Sa logique interne exige la subordination de la societe à la discipline, rendant toute conciliation avec la democratie impossible sans sa propre negation.

La confrontation entre gouvernance democratique et pouvoir militaire revele une opposition ontologique entre deux rationalites irreductibles. La democratie, fondee sur la souverainete populaire et la primauté du droit, tire sa legitimite de la deliberation et du consentement, incarnant la volonte generale rousseauiste. À l'inverse, le pouvoir militaire privilegie une logique hierarchique, secrete et coercitive, où l'efficacite operationnelle supplante la legitimite procedurale et où l'obeissance remplace la deliberation. En situation de crise, l'armee se presente comme « therapeute » de la nation, invoquant l'urgence pour justifier la suspension du droit. Pourtant, cette logique de l'exception tend à se perenniser, substituant l'arbitraire à la legalite et la force au consentement (Agamben 2003 ; Arendt 1951). Le regime militaire neutralise les mecanismes de contrôle, erode les libertes fondamentales et sape l'espace public. Loin d'être un remede temporaire, l'intervention militaire signale l'echec du contrat social et ouvre la voie à une normalisation de la violence, incarnant une pathologie politique structurelle où la democratie cede le pas à l'autoritarisme.

Le regime de Gnassingbe Eyadema au Togo (1967-2005) illustre archetypiquement la derive totalitaire issue d'un coup d'Etat militaire en Afrique. Parvenu au pouvoir par la force, Eyadema a verrouille les institutions, transformant l'Etat en instrument de domination personnelle. L'armee, detournee de sa mission republicaine, devint le pilier d'un systeme repressif, instrumentalisee pour neutraliser l'opposition et maintenir un ordre fonde sur la terreur et l'impunite. Ce cas revele l'antagonisme fondamental entre logique militaire et gouvernance democratique : le droit fut instrumentalise pour legitimer a posteriori l'autorite factuelle, tandis que les elections, videes de leur substance, n'etaient que des mises en scene de la domination. Comme l'aurait analyse Arendt, un tel regime detruit l'espace public, nie la pluralite et reduit les individus à l'obeissance. La leçon essentielle est qu'une transition post-autoritaire exige une demilitarisation du pouvoir et une restauration des contre-pouvoirs civils. Sans subordination de l'armee au droit et sans institutions capables d'encadrer la violence legitime, toute transition reste vulnérable à la

reproduction de l'autoritarisme. Le cas togolais souligne la necessite de deconstruire les structures militaro-politiques pour fonder un ordre democratique perenne.

L'antagonisme entre democratie et logique militaire trouve chez Claude Lefort un cadre theorique eclairant (Lefort 1986). La democratie repose sur un pouvoir « lieu vide », inappropriable et ouvert à la deliberation collective, garantissant la liberte politique par cette vacance centrale. À l'inverse, le pouvoir militaire incarne une logique substantialiste, pretendant incarner l'autorite par la force, l'unite et le commandement vertical. Cette appropriation nie le vide democratique et abolit l'espace public de discussion (Ibid.). La formule lefortienne — « Le pouvoir democratique se donne comme un lieu vide [...] il ne peut être approprié par personne » — revele une incompatibilite metapolitique : l'indetermination democratique s'oppose à la clôtur e militaire (Ibid). L'intrusion de l'armee dans la Cité constitue ainsi une negation de l'ontologie democratique elle-même, fondee sur le dissentiment et non sur la force. Autrement dit, la militarisation du politique, même sous pretexte d'urgence, constitue une menace existentielle pour la democratie en substituant la souverainete saisie à la souverainete disputee.

Repenser Les Relations Vivilo-Militaires: entre pragmatisme de Ttransition et refondation democratique durable:-

Face à la recurrence des coups d'Etat et à la fragilite institutionnelle en Afrique francophone, une reconfiguration des relations civilo-militaires s'impose. Cette refondation doit articuler trois dimensions interdependantes : une legitime elargie, des mecanismes de collaboration structuree et un cadre normatif contraignant (Huntington, 1957 ; Weber, 2013). La legitime des autorites ne peut se limiter aux elections ; elle doit inclure leur capacite à garantir la securite, le respect des droits fondamentaux et l'inclusion des contre-pouvoirs, y compris en contexte post-putsch (Rosanvallon 2006). L'instauration de cadres de dialogue permanents — conseils de securite reformes, comites de supervision mixte — est cruciale pour associer l'expertise technique des armees à l'orientation strategique civile (Sen 2009). Parallèlement, l'action militaire doit être strictement encadree par des principes non negociables : subordination constitutionnelle au pouvoir civil, respect des droits humains et reddition de comptes devant des instances juridictionnelles independantes (Fuller 1964). Seule cette approche integree, combinant legitime procedurale et substantielle, collaboration institutionnalisee et contraintes normatives, peut renforcer la resilience democratique face aux derives autoritaires. L'analyse s'organisera autour de trois axes : les processus de legitimation des regimes militaires et leurs limites (Bourdieu 2012) ; les modalites de collaboration civilo-militaire durant les transitions, envisagees comme renforcement des capacites d'agir (Sen 2009) ; et les garanties institutionnelles contre l'arbitraire, suivant une conception exigeante de la moralite du droit (Fuller 1964). En ancrant la reflexion dans le concret, nous visons à contribuer à une philosophie politique de l'action adaptee aux defis contemporains de l'Afrique francophone.

Sortir du cycle des coups d'Etat : legitimation, deliberation et etat de droit:-

Face à la persistance des coups d'Etat et à la fragilite institutionnelle en Afrique francophone, une refondation des relations civilo-militaires s'impose, alliant pragmatisme contextuel et exigence democratique. Inspiree par l'ethique de responsabilite de Weber et la sagesse pratique, cette approche reconnaît la necessite de composer avec les rapports de force existants sans sacrifier les principes de l'Etat de droit (Ricœur 1990). Le defi consiste à metamorphoser une autorite issue de la force en une autorite legitime, via des processus deliberatifs inclusifs(Habermas, 1992) associant militaires, civils et societe civile. Une collaboration structuree et transparente doit permettre d'articuler l'expertise technique des armees à la legitime politique des institutions civiles et au contrôle citoyen, evitant tant la confiscation autoritaire du pouvoir que l'inefficacite paralysante (Sintomer, 2011) . Cette voie exige un cadre normatif robuste et des garde-fous institutionnels, rappelant avec Arendt le peril totalitaire lie à la dissolution du droit (Arendt 1951). Il s'agit dès lors de privilegier une reconstruction patiente, fondee sur le dialogue, le compromis strategique et la subordination incontestable de la force au droit, afin de preserver l'essentiel : la stabilite, la securite et les libertes fondamentales.

Entre realpolitik et exigence democratique : les paradoxes de la legitimation des autorites issues de la force

La reconnaissance des pouvoirs militaires de facto en Afrique francophone interroge les processus de transformation d'une autorite issue de la force en une entite politiquement acceptee. Cette problematique necessite une approche pragmatique, privilegiant l'efficacite concrete et la resolution des crises immediates plutôt que l'adhesion à des ideaux abstraits (James 1920 ; Dewey 1927). Dans des contextes d'instabilite chronique, la legitimation **de facto** des regimes militaires decoule souvent de leur capacite à retablir un ordre minimal, garantir la securite des populations et pallier l'effondrement des institutions civiles. Cette reconnaissance relève d'un calcul strategique face à l'urgence et n'equivaut pas à une validation democratique. Elle soulève cependant la question des conditions permettant à

l'efficacite de devenir une source paradoxale de legitime. Pour evoluer vers une autorite durable et institutionnellement encadree, cette legitime fonctionnelle doit s'articuler avec des mecanismes de deliberation inclusive, de contrôle civil et de respect progressif des normes democratiques. L'enjeu est de transformer l'acceptation pragmatique en adhesion politique legitime, sans consacrer l'autoritarisme comme mode de gouvernance.

La reconnaissance des regimes militaires de facto constitue une reponse pragmatique à l'imperatif de stabilisation institutionnelle et de prevention de l'anarchie (Weber 2013). Une non-reconnaissance prolongee risquerait d'exacerber les fragilites etatiques, d'alimenter des conflits internes et de precipiter une guerre civile, tout en favorisant les ingerences etrangeres. Economiquement, elle pourrait entraîner des sanctions internationales, suspendre l'aide au developpement et isoler diplomatiquement le pays, provoquant des penuries et l'effondrement des services publics (Huntington, 1957). Securitairement, la reconnaissance conditionnelle etablit un cadre de dialogue avec les autorites de faite, indispensable pour contrer les menaces transnationales comme le terrorisme ou la criminalite organisee. Au Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger), cet imperatif explique partiellement le soutien populaire à certains coups d'Etat : l'armee est perçue comme un rempart contre l'insecurite face à des gouvernements civils affaiblis (Mbembe, 2000). Cette reconnaissance relève d'une necessite contextuelle plutôt que d'une approbation normative, incarnant une logique de moindre mal où l'urgence stabilisatrice prime temporairement sur l'exigence de legitime democratique (Walzer, 1983).

La reconnaissance des regimes issus de coups d'Etat ne constitue ni une approbation morale ni une validation juridique, mais acte une realite de pouvoir fondee sur le contrôle territorial et coercitif (Weber, 2013). Elle s'accompagne d'un processus de legitimation visant à transformer l'autorite factuelle en autorite institutionnellement acceptee, mobilisant des instruments tels que des elections supervisees, des dialogues nationaux ou des conferences de refondation. Ces mecanismes produisent un consentement populaire, même contraint, operant une transmutation du pouvoir : de la force brute à une autorite dotee d'une apparence de legitime procedurale (Bourdieu 2012). Cependant, cette legitime reste preciaire, dependante de la capacite du regime à maintenir l'ordre, à obtenir une reconnaissance internationale graduelle et à repondre aux attentes minimales des populations. Elle relève davantage d'un equilibre pragmatique que d'une adhesion democratique authentique. Cette dynamique illustre les strategies de legitimation en politique, où le capital de force est converti en capital symbolique à travers des rites institutionnels masquant l'origine violente du pouvoir tout en naturalisant son exercice (Bourdieu 2012).

La gouvernance partagee en contextes de transition : conditions institutionnelles et deliberatives de la participation democratique:-

La gouvernance partagee designe la coproduction de l'autorite politique entre acteurs etatiques et non etatiques, offrant un cadre pertinent pour analyser les transitions post-autoritaires (O'Donnell & Schmitter 1986). Selon Sintomer (2011), une participation democratique authentique dans ces contextes exige la combinaison d'un cadre institutionnel formel garantissant les droits fondamentaux et la separation des pouvoirs, et de processus deliberatifs inclusifs assurant la representation effective de la societe civile. La difficulte centrale reside dans la tension entre l'heritage autoritaire — marque par la concentration du pouvoir et la culture du secret — et les aspirations democratiques emergentes, particulièrement dans les situations post-putsch où les militaires detiennent le pouvoir reel tandis que les civils tentent d'etablir de nouvelles regles du jeu politique. L'analyse des dynamiques d'inclusion et d'exclusion caracteristiques de ces periodes permet d'identifier tantôt les obstacles à la democratisation, tantôt les opportunités de refondation. Une approche multidimensionnelle combinant reformes institutionnelles et innovations deliberatives semble essentielle pour transformer la gouvernance partagee d'un concept en une pratique effective favorisant une transition inclusive et legitime.

Pour eviter qu'un pouvoir militaire de transition ne degene en regime autoritaire, l'instauration d'une collaboration structuree entre l'armee, la societe civile et les elites politiques s'avere imperative. Inspiree de la philosophie deliberative de Habermas (1997), une telle approche depasse l'exigence simpliste d'un retrait militaire pour proposer un modele de gouvernance partagee, où la legitime procede de processus deliberatifs et d'une coproduction des decisions. Concrètement, cette collaboration s'articule autour de trois piliers : la reconnaissance des competences distinctes — expertise securitaire des militaires, legitime populaire de la societe civile, vision strategique des politiques —, la creation d'instances de concertation permanente (conseils nationaux de transition, comites paritaires) facilitant une negociation continue des priorites nationales, et l'institutionnalisation de mecanismes de contrôle citoyens sur les actions militaires et securitaires. En transformant la legitime factuelle de l'armee en une

legitimite deliberative, un tel cadre permet d'éviter la confiscation du pouvoir et l'érosion de l'Etat de droit, tout en ancrant la reconstruction politique dans l'inclusion et la transparence.

Le dispositif institutionnel propose vise à substituer à l'arbitraire et au secret une gouvernance fondee sur la transparence et la co-decision. Inspire des theories de la democratie deliberative (Habermas 1997), il postule que la legitimite des decisions emerge de processus inclusifs où prevaut la force argumentative plutôt que la contrainte. Cette approche, enrichie par les apports de Dewey sur l'enquête publique, de Gutmann et Thompson (1996) sur la deliberation conflictuelle, ou de Rosanvallon (2008) sur les contre-pouvoirs, depasse le cadre electoral pour ancrer l'autorite dans une dynamique participative. Concrètement, dans les transitions post-autoritaires en Afrique francophone, des mecanismes comme les Forums des forces vives (Benin, 1990 et recemment au mali et Niger) incarnent cette ambition. En permettant la confrontation des visions et l'elaboration de compromis inclusifs, ils transforment une legitimite factuelle en legitimite deliberative, repondant ainsi à une exigence à la fois pragmatique — eviter l'effondrement de l'Etat — et normative — respecter les droits et la souverainete populaire.

Cette reflexion reconnaît le rôle specifique de l'armee tout en exigeant son ancrage dans un cadre normatif et procedural legitime. Une autorite durable ne peut reposer sur la coercition (Machiavel, 1966: 161); elle doit emerger d'un consensus construit par la deliberation et la reconnaissance mutuelle des competences (Habermas 1997). L'action militaire doit se deployer sous le contrôle d'instances civiles independantes et dans le respect des normes constitutionnelles et ethiques. Son integration à des conseils de securite pluralistes permet d'encadrer son expertise tout en affirmant sa subordination au politique. Cette gouvernance collaborative (Bevir 2010 ; Ostrom 1990) fait de l'armee un partenaire responsable au service d'un projet collectif, evitant autant la derive autoritaire que l'affaiblissement de l'Etat.

Cadre normatif et garanties democratiques: limites à l'arbitraire militaire

Une approche pragmatique des relations civilo-militaires, bien que necessaire pour repondre aux defis contextuels, doit imperativement s'ancrer dans des fondements ethiques et republicains inalienables. Le respect des droits humains et des principes democratiques constitue à cet egard une condition non negociable. La subordination ethique du militaire au politique doit transcender le formalisme juridique pour devenir un principe moral interiorise, où la force armee sert exclusivement la nation et ses lois (Weber 1919). Cette legitimite repose sur la distinction fondamentale entre violence brute et violence legitime, cette dernière etant exclusivement exercee par l'Etat sous contrôle civil et encadree par des normes juridiques. La subordination ethique de l'armee cree un cadre d'autolimitation volontaire de son pouvoir, les militaires acceptant pleinement leur rôle d'executants des decisions civiles sans pretention à l'autonomie politique (Huntington 1957). Tout pouvoir qui s'affranchit du consentement des gouvernes sombre inevitablement dans l'arbitraire (Kant 1793), tandis que la necessaire « desappropriation du pouvoir coercitif » fonde une ethique du service plutôt que de la domination (Ricœur 1990). Rompre avec l'autonomie militaire exige ainsi de cultiver une culture republicaine où le soldat se perçoit comme gardien des institutions et non comme leur substitut. Cette transformation repose sur une education continue aux valeurs democratiques, un dialogue structure avec le pouvoir civil et une exemplarite institutionnelle constante.

La viabilite d'une gouvernance democratique depend fondamentalement d'une culture de la transparence et de la confiance, qui fonde la legitimite des institutions (Habermas, 1981). Une societe civile active, une presse independante et des mecanismes de contrôle parlementaire sur les forces armees en constituent les piliers concrets, permettant une deliberation continue et une reddition de comptes effective (Mill, 1859). En contexte post-autoritaire, ces elements transforment la mefiance historique entre civils et militaires en une cooperation structuree, remplaçant la logique du secret par celle de la responsabilite partagee. La subordination hierarchique devient ainsi un engagement reciproque, faisant de l'armee un instrument au service de la nation et non un pouvoir autonome. Cette transition repose sur une infrastructure morale où la confrontation raisonnee des opinions previent toute derive autoritaire.

Pour une refondation democratique dans le contexte africain:-

Les solutions à long terme pour stabiliser les relations civilo-militaires en Afrique francophone necessitent une transformation structurelle profonde, articulee autour de trois piliers complementaires. Premièrement, une professionalisation republicaine de l'armee, inspiree des travaux de Huntington, doit ancrer la subordination au pouvoir civil et le respect de l'Etat de droit à travers une formation ethique et civique renforcee. Deuxièmement, le renforcement des institutions civiles— justice independante, decentralisation effective, contre-pouvoirs robustes — est crucial pour prevenir les derives autoritaires, comme le soulignent Bayart et Rosanvallon. Troisièmement, une

reconfiguration de la coopération régionale s'impose pour dépasser les modèles verticaux souvent perçus comme néocoloniaux. Privilégiant une approche horizontale, elle combine réaffirmation de la souveraineté populaire, partenariats externes cibles définis par les États africains eux-mêmes, et création d'espaces de dialogue interafricains permanents associant militaires, civils et société civile. Cette voie médiane, à la fois souveraine et ouverte, place les aspirations des populations au cœur de la refondation démocratique.

La professionnalisation républicaine de l'armée: apport théorique et application contextuelle:-

La professionnalisation républicaine de l'armée dépasse l'acquisition de compétences techniques pour inclure une formation civique et éthique intégrale, visant à enraciner les valeurs démocratiques et les principes de l'État de droit au sein de l'institution militaire (Kant 1784). Elle transforme l'armée en creuset de citoyenneté où le respect des institutions constitutionnelles et des droits humains est incarné dans la pratique. Le soldat professionnel comprend que sa force n'est légitime que subordonnée au droit, suivant la distinction entre violence brute et violence légitime (Weber 1919).

La réflexion sur la professionnalisation militaire offre un cadre d'analyse pertinent pour comprendre les dynamiques des coups d'État en Afrique francophone (Huntington 1957). La subordination durable de l'armée au pouvoir civil repose sur une professionnalisation fondée sur l'expertise technique et l'éthique républicaine, plutôt que sur une immersion dans le politique. Cette approche, qualifiée de contrôle civil objectif, contraste avec les logiques de politisation des forces armées caractéristiques de nombreux régimes postcoloniaux. Dans le contexte africain, la faiblesse de cette professionnalisation explique en partie la récurrence des interventions militaires. L'absence d'une culture de subordination volontaire à l'autorité civile, couplée à la fragilité des institutions, encourage les armées à se poser en arbitres du jeu politique. Pour inverser cette tendance, la professionnalisation implique non seulement une formation technique, mais aussi un ancrage constitutionnel et éthique des militaires, inculquant la loyauté à l'État de droit plutôt qu'à des intérêts particuliers.

Concrètement, cette professionnalisation repose sur l'intégration d'enseignements obligatoires en droit constitutionnel, en éthique et en histoire politique, dispensés avec le concours de civils — juristes, philosophes, chercheurs — afin de nourrir un dialogue permanent entre sphères militaire et civile. En érigeant l'armée en école de démocratie, la subordination juridique se mue en adhésion volontaire aux valeurs républicaines, garantissant que la force serve toujours le droit plutôt qu'elle ne le supplante. Cependant, la transposition de ce modèle nécessite des adaptations. Dans des États où les institutions civiles sont défaillantes, la professionnalisation doit s'accompagner d'un renforcement parallèle des contre-pouvoirs civils (Lefort 1979, 1986 ; Rosanvallon 2006) et d'un dialogue structurel avec la société civile (Picavet, 1999). La formation des officiers doit intégrer l'histoire politique nationale, le droit constitutionnel et les enjeux de gouvernance démocratique, afin de construire une légitimité fondée sur le service de la nation plutôt que sur la coercition. Il émerge de cette analyse que la théorie de la professionnalisation militaire offre un cadre conceptuel pertinent pour conceptualiser une armée républicaine, mais son opérationnalisation dans le contexte africain francophone nécessite une transcendance du paradigme institutionnel pur afin d'intégrer les spécificités culturelles, historiques et sociales inhérentes aux réalités postcoloniales (Huntington 1957 ; Mbembe 2000).

Le renforcement des institutions civiles:-

L'analyse des défaillances structurelles et des mécanismes de résilience démocratique en Afrique francophone permet d'établir la robustesse institutionnelle comme un rempart déterminant contre les coups d'État. Selon la perspective historique de Bayart (1989) confrontée à la réflexion philosophique de Rosanvallon (2006), la vulnérabilité des États postcoloniaux aux interventions militaires procède moins d'une absence institutionnelle que de leur captation par des logiques néopatrimoniales. Les institutions civiles, vidées de leur substance par des réseaux clientélistes, génèrent une vacance propice à l'intervention de l'armée, perçue comme unique force organisée. Rosanvallon souligne que la résilience démocratique requiert une pluralité de contre-pouvoirs — cours constitutionnelles, médiateurs, société civile — formant une infrastructure de surveillance absente dans de nombreux États africains. Cette carence institutionnelle perpétue des cycles de violence politique, où l'intervention militaire, bien que restauratrice d'un ordre immédiat, mine la légitimité démocratique et instaure une dépendance pathologique à la gouvernance coercitive, entravant toute consolidation étatique durable.

Cette analyse valide l'idée que la consolidation des institutions civiles — justice indépendante, organes de contrôle, décentralisation effective — réduit les risques d'intervention militaire (Huntington 1957 ; O'Donnell 1996). La présence de contre-pouvoirs robustes, tels que des médias libres et une société civile active, renforce la résilience

democratique et dissuade les putschs (Rosanvallon 2006). La professionnalisation republicaine de l'armee, incluant sa subordination au pouvoir civil, limite egalement toute velleite d'autonomisation politique. Empiriquement, le Benin illustre cette correlation : depuis 1990, le renforcement institutionnel — Cour constitutionnelle, alternance pacifique — a preserve le pays des coups d'Etat. À l'inverse, le Mali et le Burkina Faso, fragilises par la corruption et l'effritement de l'Etat, ont connu une repetition d'interventions militaires. Ainsi, la robustesse institutionnelle apparaît comme un rempart decisif contre l'instabilite politique.

Le renforcement des institutions civiles et des contre-pouvoirs structurels represente la reponse essentielle à la prevention des coups d'Etat en Afrique francophone. Cette perspective s'appuie sur l'observation empirique que les interventions militaires surviennent principalement dans des contextes de defaillance institutionnelle chronique, où les contre-pouvoirs sont affaiblis ou corrompus. La fragilite des institutions civiles — justice, parlement, administration — cree un vide propice à l'intervention militaire, perçue comme ultime recours lorsque l'Etat echoue dans ses fonctions regaliennes. La solution reside dans une transformation structurelle incluant l'indépendance judiciaire, un parlement fort, des medias libres et une decentralisation effective. Cette architecture doit s'accompagner d'une lutte determinee contre la corruption et l'etablissement de mecanismes de contrôle capables de sanctionner les abus. Une administration professionnalisee, protegee des pressions clientelistes, et un Etat de droit fonctionnel sont indispensables pour legitimer l'autorite civile et maintenir l'armee dans son rôle constitutionnel, evitant ainsi la substitution de la legitimite democratique par des logiques autoritaires.

La primaute du choix democratique: legitimite interne et projection internationale:-

L'elaboration d'une feuille de route credible pour un retour à un ordre constitutionnel solide en Afrique francophone exige de depasser la simple restauration formelle des institutions. Il s'agit de fonder une legitimite rationnelle-legale, où les règles sont respectees parce qu'elles sont perçues comme justes et efficaces (Weber 1922). Cette legitimite durable repose sur la capacite des institutions à generer de la loyauté et de la confiance parmi les citoyens et les elites (Linz 1990). La (re)construction d'institutions democratiques fortes doit prioriser la tenue d'elections regulieres, credibles et transparentes, qui consacrent la souverainete populaire et offrent une alternative pacifique à la lutte violente pour le pouvoir (Diamond 1999). Le principe fondamental et non-negociable est que le peuple, et lui seul, decide de sa destinee par le biais des urnes (Rousseau 2001). Les interventions militaires, par nature illegitimes, ne peuvent fonder une gouvernance stable et legale dans la duree (Huntington 1957).

La consolidation de cet ordre constitutionnel passe imperativement par l'etablissement de cadres garantissant les libertes individuelles et collectives. Les libertes d'expression, de presse, d'association et de manifestation sont les conditions sine qua non d'une expression eclairee des decisions importantes pour la nation. Elles forment les « contre-pouvoirs citoyens » indispensables pour surveiller les detenteurs du pouvoir et prevenir les abus (Rosanvallon 2006). Le lien indissoluble entre libertes politiques et developpement a ete magistralement demontre (Sen 1999). C'est seulement par l'ancrage de ce contrat social renouvele, fonde sur la souverainete populaire et le respect des droits fondamentaux, que les Etats pourront briser le cycle infernal de l'instabilite et construire un « Etat de droit democratique » (O'Donnell 1996).

Cette affirmation de la souverainete democratique constitue la condition première d'une authentique ouverture à l'international. Un peuple n'accède à une existence politique consciente — le **pour-soi** hegelien (1991) — qu'en s'instituant comme sujet souverain à travers des institutions et des lois qui incarnent sa volonte generale (Rousseau, 2001). Cette affirmation de soi n'est pas un repli identitaire ; elle est le moment necessaire où la communauté, en se determinant elle-même, acquiert la consistance et l'unite lui permettant de se reconnaître dans l'autre et de s'ouvrir à lui sans se dissoudre. Sans ce moment de reflexivite et d'auto-determination, toute relation à l'exterieur risque de n'être qu'une absorption passive par des normes ou des puissances etrangeres, une alienation plutôt qu'un echange. La veritable reconnaissance mutuelle sur la scène internationale suppose la presence de sujets politiques prealablement formes et assures de leur propre legitimite (Hegel). Ainsi, ce n'est qu'en existant pleinement comme peuple souverain, maître de ses lois et de son destin, que l'on peut s'ouvrir à l'exterieur dans un rapport de reciprocite et de dialogue. L'universel ne se construit pas contre le particulier, mais à travers son depassement.

Conclusion:-

La conciliation entre pouvoir militaire et gouvernance democratique en Afrique ne relève pas de l'utopie, mais d'un impératif pratique et ethique necessitant l'engagement de tous les acteurs. Le debat depasse la simple question de la detention du pouvoir pour interroger les modalites de son exercice — son encadrement, sa legitimite et sa finalite. L'analyse revele que le pretorianisme, s'il est souvent le symptôme d'un effritement de l'Etat et d'une defaillance

des élites civiles, porte structurellement en lui le risque d'une dérive totalitaire. Celle-ci nie l'essence même de la démocratie : le pluralisme, la délibération et le respect des droits humains. La rupture de ce cycle exige, comme développe dans la partie III, une approche duale alliant pragmatisme de la transition et refondation démocratique durable.

Concrètement, cela implique de repenser les relations civilo-militaires autour de la notion de gouvernance partagée, qui désigne la coproduction de l'autorité politique entre acteurs étatiques et non étatiques (O'Donnell & Schmitter 1986). Cette approche multidimensionnelle combine réformes institutionnelles et innovations délibératives pour transformer la gouvernance d'un concept en une pratique effective favorisant une transition inclusive et légitime (Sintomer, 2011). Comme le rappelle Claude Lefort, la démocratie se caractérise par le « lieu vide » du pouvoir — un pouvoir jamais appropriable, toujours contestable. L'enjeu est donc de réinstaller ce vide face à la tentation de la plénitude autoritaire.

Pour sortir du cercle vicieux, il ne suffit pas de condamner les coups d'État, mais de s'attaquer à leurs causes profondes : la corruption, l'incurie et l'autoritarisme des dirigeants civils. La solution réside dans la construction d'une nouvelle philosophie des relations civilo-militaires, fondée sur une subordination éthique du soldat au politique, une professionnalisation républicaine de l'armée et l'instauration d'une culture du dialogue et de la transparence. C'est à cette condition seulement que l'Afrique pourra construire un État où la sécurité n'est pas perçue comme un obstacle à la liberté, mais comme son fondement le plus solide.

Seule une approche combinant pragmatisme, éthique de responsabilité et ancrage institutionnel permettra de transformer la force en service, et la contrainte en légitimité. Elle permet de gérer délicatement l'état d'exception et d'assurer une transition responsable vers les institutions démocratiques solides. Cette conclusion souligne que l'équilibre civilo-militaire n'est pas un état à atteindre, mais un processus toujours à reconstruire — au service de la dignité humaine et de la souveraineté des peuples. C'est à cette condition seulement que l'Afrique pourra construire un État où la sécurité n'est pas perçue comme un obstacle à la liberté, mais comme son fondement le plus solide, et où le glaive sera définitivement subordonné à la balance.

Bibliographie:-

1. AGAMBEN, Giorgio [2003] (2003), *État d'exception*, Paris, Éditions du Seuil.
2. ARENDT, Hannah [1970] (2005), *Du mensonge en politique : Essais de politique contemporaine*, dans *Sur la violence* (trad. fr. 2005), Agora Pocket, Presses Pocket.
3. ARENDT, Hannah [1951] (2005), *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Points Essais.
4. BADIE, Bertrand (2014), *Le Temps des humiliés*, Paris, Odile Jacob.
5. BAYART, Jean-François (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
6. BELLINA, Severine (dir.) (2008), *La gouvernance démocratique : un nouveau paradigme pour le développement ?*, Paris, L'Harmattan.
7. BENJAMIN, Walter [1921] (2000), « Pour une critique de la violence », dans *Œuvres I*, Paris, Gallimard : 210-243.
8. BEVIR, Mark (2010), *Democratic Governance*, Princeton, Princeton University Press.
9. BOURDIEU, Pierre (2012), *Sur l'État*, Paris, Éditions du Seuil.
10. CHABAL, Patrick et DALOZ, Jean-Pascal (1999), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Economica.
11. CLAUSEWITZ, Carl von [1832] (1955), *De la guerre*, Paris, Éditions de Minuit.
12. CROUCH, Colin (2013), *Post-Démocratie*, Paris, Diaphanes.
13. DIAMOND, Larry (1999), *Developing Democracy: Toward Consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
14. DEWEY, John [1920] (2022), *Reconstruction en philosophie*, Paris, Flammarion.
15. DEWEY, John (1927), *The Public and its Problems*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
16. FANON, Frantz (1961), *Les Damnés de la Terre*, Paris, François Maspero.
17. FINER, Samuel E. (1974), *The Man on Horseback*, Harmondsworth, Penguin.
18. FOUCAULT, Michel (2004), *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard-Seuil.
19. FULLER, Lon [1964] (2019), *La Moralité du droit*, Paris, Dalloz.
20. GUTMANN, Amy et THOMPSON, Dennis (1996), *Democracy and Disagreement*, Cambridge, Harvard University Press.

21. HABERMAS, Jürgen [1962] (1978), *L'Espace public : Archeologie de la publicite comme dimension constitutive de la societe bourgeoise*, Paris, Payot.
22. HABERMAS, Jürgen [1981] (1987), *Theorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.
23. HABERMAS, Jürgen [1992] (1997), *Droit et democratie : Entre faits et normes*, Paris, Gallimard.
24. HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich [1807] (1991), *Phenomenologie de l'Esprit*, Paris, Aubier.
25. HERMET, Guy, KAZANCIGIL, Ali et PRUD'HOMME, Jean-François (dir.) (2005), *La Gouvernance : un concept et ses applications*, Paris, Karthala.
26. HOBBS, Thomas [1651] (2000), *Leviathan*, Paris, Gallimard.
27. HUNTINGTON, Samuel P. (1957), *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Harvard University Press.
28. JAMES, William [1907] (2022), *Le pragmatisme. Un nouveau nom pour d'anciennes manières de penser*, Paris, Flammarion.
29. JOANA, Jean(2008), « Les armees et la puissance : une comparaison europeenne », *Cultures & Conflits*, n° 72: 13–30.
30. KANT, Emmanuel [1793] (2020), *Theorie et pratique*, Paris, Vrin.
31. LEFORT, Claude (1981), *L'Invention democratique : Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard.
32. LEFORT, Claude(1979), « Sur la democratie : le politique et l'institution du social », *Textures*, n° 12-13: 7-78.
33. LEFORT, Claude (1986), *Essais sur le politique : XIXe – XXe siècles*, Paris, Seuil.
34. LOCKE, John [1690] (2001), *Second Traite du gouvernement civil*, Paris, Vrin.
35. MACHIAVEL, Niclas (1966), *Le Prince*, trad. Jean-Vincent Perière, revue par E. Barincou, Paris, Ed. Garnier-Flammarion.
36. MAMDANI, Mahmood (1996), *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press.
37. MAPPA, Sophia (2008), *Democratie et developpement : la syncope des discours*, Paris, Karthala.
38. MBEMBE, Achille (2000), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
39. MEDARD, Jean-François(1991), « L'Etat neo-patrimonial en Afrique noire », dans Jean-François MEDARD (dir.), *Etats d'Afrique noire : formations, mecanismes et crise*, Paris : Karthala, pp. 323-353.
40. MONTESQUIEU, Charles de Secondat [1748] (1993), *De l'esprit des lois*, Paris, GF-Flammarion.
41. O'DONNELL, Guillermo (1996), « Illusions About Consolidation », *Journal of Democracy*, 7(2) : 34-51.
42. OSTROM, Elinor (1990), *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge, Cambridge University Press.
43. PICAVET, Emmanuel(1999), « Dialogue, decision et rationalite », *Revue de metaphysique et de morale*, n° 4(24): 479-496.
44. RICŒUR, Paul (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris, Editions du Seuil.
45. RICŒUR, Paul (1995), *Le Juste*, Paris, Editions Esprit.
46. RICŒUR, Paul (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Paris, Editions Stock.
47. ROSANVALLON, Pierre (2006), *La Contre-democratie. La politique à l'âge de la defiance*, Paris, Seuil.
48. ROUSSEAU, Jean-Jacques [1762] (2001), *Du contrat social*, Paris, Flammarion.
49. SEN, Amartya (2009), *L'Idée de justice*, Londres, Penguin Books.
50. SINTOMER, Yves (2011), *Petite histoire de l'experimentation democratique : Tirage au sort et politique d'Athènes à nos jours*, Paris, La Decouverte.
51. STOKER, Gerry (1998), « Cinq propositions pour une theorie de la gouvernance », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 155 : 19-30.
52. WALZER, Michael (1983), *Sphères de justice*, Paris, Seuil.
53. WEBER, Max [1919] (2002), *Le Savant et le Politique*, Paris, Plon.
54. WEBER, Max [1919] (2013), *La Science, profession et vocation*, suivi de *Le Politique, profession et vocation*, Marseille, Agone.
55. YOUNG, Crawford (1994), *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven, Yale University Press.
56. Abade Ndomane, A. W. (2024). Les coups d'Etat : Expression du deficit democratique en Afrique noire francophone ?. *Revue espace geographique et societe marocaine*, n°85, p. 177-190.